

**PROJET DE LOI SUR
LES RETRAITES**

Communiqué de la Confédération

**Retraites : Grèves
et manifestations**

les 28 octobre et 6 novembre

Pour FO l'unité d'action est un facteur important de la mobilisation exceptionnelle depuis plus d'un mois contre le projet du gouvernement sur les retraites. Elle doit demeurer une force et un espoir pour les salariés. Telle est la raison pour laquelle FO a de nouveau proposé un appel unitaire à une grève franche de l'ensemble des salariés. Pour FO il devient de plus en plus nécessaire et urgent d'unifier une mobilisation qui est montée d'un cran dans de multiples actions engageant les syndicats et les salariés au plan local. C'est aussi une attente à laquelle il est de la responsabilité des confédérations syndicales de répondre.

FO entend aussi indiquer solennellement qu'elle ne se résignera à aucun moment au recul des droits à la retraite et ne s'écartera à aucun prétexte de l'objectif du retrait du projet injuste et inefficace du gouvernement. L'heure n'est pas à glisser sur d'autres dossiers.

Une autre réforme préservant les droits des salariés est possible, FO a fait des propositions précises en ce sens. C'est dans cet esprit, et sur ces bases, que FO appelle les salariés à prendre part massivement à nouveau aux grèves et manifestations le jeudi 28 octobre. Elle appelle aussi à manifester le samedi 6 novembre.

Ni amendable, ni négociable !

**IL FAUT LA GRÈVE
FRANCHE !**

6 organisations syndicales appellent à deux nouvelles journées de mobilisation le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre. Elles demandent un « large débat public et une véritable concertation » sur la réforme des retraites.

La Confédération FO n'a pas signé cet appel, regrettant l'absence de réponse positive à sa proposition : d'un appel général à la grève franche pour le RETRAIT du projet de loi.

Vu l'état d'esprit général, un tel appel unitaire serait un formidable encouragement pour l'ensemble des salariés du pays à rejoindre les secteurs déjà en grève.

En effet - malgré la précipitation de M. Sarkozy et de son gouvernement à faire voter une loi majoritairement repoussée par la population - la mobilisation continue des salariés - sans être encore généralisée à cette étape - prend peu à peu une ampleur déjà suffisante pour paralyser une partie de l'activité économique du pays. Les alarmes des responsables patronaux se multiplient sans que le gouvernement ne réussisse à maîtriser la situation.

Nous savons que le rapport de force à mettre en œuvre doit être à la hauteur de la rigidité dogmatique de M. Sarkozy.

Dans un certain nombre de secteurs, tel celui des cheminots, des dockers, des raffineries, la volonté reste intacte de faire échec au plan WOERTH, et le personnel discute et décide en Assemblée générale des meilleurs moyens de contribuer efficacement à l'épreuve de force engagée par les salariés du pays.

Notre organisation FORCE OUVRIERE, engage à l'élargissement de la GREVE dans l'ensemble des secteurs professionnels, pour obtenir le RETRAIT du projet de loi.

N'est-il pas temps, n'est il pas urgent, que les confédérations prennent leurs responsabilités ?

C'est le sens de la proposition renouvelée de la confédération FO à une grève interprofessionnelle dans l'unité.

À n'en pas douter cette initiative ferait céder ce gouvernement !